**Mieux protéger les humanitaires pour répondre aux besoins croissants**

**Paris, 19 août 2023. 339 millions de personnes ont besoin d’assistance humanitaire en 2023. Alors qu’ils apportent une assistance vitale aux populations affectées par les conflits, les personnels humanitaires et de santé continuent d’être pris pour cible, kidnappés, criminalisés,** **blessés et parfois même tués.** A l’occasion de la journée internationale de l’aide humanitaire le 19 août, Handicap International - Humanité & Inclusion, Médecins du monde et Action contre la Faim publient un rapport conjoint, “‘Les risques que nous prenons dépassent l’entendement *- Mieux protéger les personnels humanitaires et de santé”’ (disponible en anglais)* **qui dresse un état des lieux des défis et des principales demandes des organisations humanitaires pour mieux protéger les travailleurs et travailleuses humanitaires et de santé.**

Les trois organisations appellent les bailleurs internationaux à mieux prendre en compte la sécurité des personnels humanitaires et de santé dans les financements alloués aux organisations, et demandent aux Etats d’assurer le respect du droit international humanitaire et des principes humanitaires.

**Principale menace : les conflits et les violations répétées du droit international humanitaire et des principes humanitaires**

En 2022, au moins **439 attaques** **contre des travailleurs et travailleuses humanitaires** ont été recensées par la [**Aid Worker Security Database**](https://aidworkersecurity.org/). L**’année 2022 a été l’année la plus violente pour les personnels de santé en 10 ans. 1 989 incidents violents** **contre des établissements et le personnel de santé** ont été recensés, faisant 232 morts parmi les travailleurs et travailleuses de santé. Une vingtaine de pays dont le Soudan du Sud, la République Démocratique du Congo, le Myanmar et l’Ukraine, sont particulièrement dangereux pour les professionnels et professionnelles de l’aide et de santé.

Alors qu’ils doivent garantir un accès sécurisé des populations à l’aide en vertu du droit international humanitaire et des principes humanitaires, les Etats et les groupes armés ne cessent de mettre en danger les personnels de l’aide. Ils perpétuent des attaques à leur encontre ou mettent en place des mesures qui politisent et criminalisent l’action humanitaire et la mission médicale. Agissant ainsi, ils augmentent les risques de violence et empêchent les professionnels et professionnelles de l’aide de réaliser leur mission fondamentale : apporter une assistance vitale et des soins de santé **basés uniquement sur les besoins des populations affectées.**

**Les personnels humanitaires et de santé locaux : les plus exposés et les moins protégés**

**90% des personnels humanitaires et de santé victimes d’attaques sont des actrices et acteurs locaux**. Ils et elles sont en première ligne, là où les besoins sont les plus élevés et délivrent une assistance et des soins de santé dans des zones souvent inaccessibles pour les acteurs internationaux. Ils et elles sont les plus exposés au risque de violence, mais sont souvent laissés avec peu de ressources. Les bailleurs de fonds et les partenaires internationaux **doivent les soutenir et s’assurer de partager les ressources pour leur permettre d’assurer leur propre sécurité**.

**Face à ces risques, des financements insuffisants pour assurer la sécurité**

Pour assurer la sécurité de leurs personnels, les organisations humanitaires doivent mettre en place des stratégies pour prévenir et répondre aux risques qui pèsent sur eux . Elles doivent pouvoir s’équiper de matériel, former leur personnel et avoir des personnes dédiées à la gestion de la sécurité, assurer des évacuations des zones à risques, apporter un soutien psychologique, financier ou légal aux personnels victimes d’attaques et à leurs familles. **Pourtant les organisations rencontrent des difficultés à faire financer ces coûts** et se voient parfois empêchées d'assurer le plus haut niveau de protection de sécurité pour leurs personnels.

**Citations**

* « Avec l’enlisement ou la multiplication des conflits armés, avec les catastrophes naturelles à répétition liées au dérèglement climatique, avec l'insécurité alimentaire qui s’étend dans l'Est de l'Afrique notamment, etc., les défis humanitaires s’avèrent de plus en plus grands. Face à des crises complexes, les acteurs de l'humanitaire et de la santé opèrent désormais dans des contextes toujours plus périlleux. Les attaques les visant mettent en péril l'accès à l'aide pour les personnes qui en ont le plus besoin, cette aide étant souvent vitale. Il est essentiel que leur sécurité soit préservée afin qu'ils puissent continuer à apporter leur assistance aux populations vulnérables. »

**Jean-Pierre Delomier, directeur adjoint des opérations internationales,** Handicap International - Humanité & Inclusion

* « En tant que directrices des opérations, la sécurité de mes équipes est une préoccupation quotidienne. Elles doivent être accompagnées au mieux pour remplir leur difficile mission : soigner celles et ceux qui en ont besoin. C’est pourquoi nous nous associons à ACF et HI *à l’occasion de la journée mondiale de l’aide humanitaire* pour demander aux Etats, aux bailleurs et à la communauté humanitaire de poursuivre les efforts des dernières années. Nous avons fait des progrès mais les menaces restent fortes sur les humanitaires, *surtout* locaux. Le personnel de santé est également pris pour cible et empêché de fournir des soins de qualité sans entraves, ce qui nous préoccupe de plus en plus. »

**Helena RANCHAL, directrice des opérations, Médecins du Monde**

* « La violence exercée contre les personnels humanitaires et de santé, comme à l’encontre des populations civiles, nécessite une prise de conscience urgente. Au vu de l’étendue des besoins particulièrement en termes de sécurité alimentaires et de nutrition, les Etats, tout comme les différents groupes armés doivent respecter leurs engagements et le droit international : cesser toute violence contre les acteurs humanitaires qu’ils soient nationaux ou internationaux, arrêter de politiser nos actions et garantir l’accès humanitaire. Les bailleurs se doivent de mieux prendre en charge les coûts liés à la sécurité de nos employés. » **Frédéric Penard, Directeur General, Action contre la Faim.**

**Contacts presse :**

AURÉLIE GODET

Attachée de presse, Médecins du Monde

+33 (0)1 44 92 14 28 06 69 76 31 18  
[aurelie.godet@medecinsdumonde.net](mailto:aurelie.godet@medecinsdumonde.net)

Clara Amati, attachée de presse Handicap International – France

[c.amati@hi.org](mailto:c.amati@hi.org)

06 98 65 63 94

Lorena Rodriguez Alvarez,

Responsable Pôle Mobilisation et Campagnes, Action contre la Faim

07 55 31 55 03

[lrodriguezalvarez@actioncontrelafaim.org](mailto:lrodriguezalvarez@actioncontrelafaim.org)

**Better protect humanitarian workers to meet growing needs**

Paris, 19 August 2023. 339 million people will need humanitarian assistance in 2023. While providing vital assistance to populations affected by conflict, humanitarian and health workers continue to be targeted, kidnapped, criminalised, injured and sometimes even killed. To mark International Humanitarian Day on 19 August, Handicap International – Humanity & Inclusion, Médecins du Monde and Action Against Hunger are publishing a joint report, "'The risks we take are beyond comprehension' - Better protecting humanitarian and health workers", which takes stock of the challenges and key demands of humanitarian organisations to better protect humanitarian and health workers.

They call on international donors to take greater account of the security of humanitarian and health workers in the funding allocated to organisations and ask governments to ensure that international humanitarian law and humanitarian principles are respected.

**Main threat: conflicts and repeated violations of international humanitarian law and humanitarian principles**

In 2022, at least 439 attacks against humanitarian workers were recorded by the Aid Worker Security Database. For health workers, 2022 was the most violent year in 10 years. 1,989 violent incidents against health facilities and staff were recorded, resulting in 232 deaths among health workers. Around twenty countries, including South Sudan, the Democratic Republic of Congo, Myanmar and Ukraine, are particularly dangerous for aid and health professionals.

Although they must guarantee people safe access to aid under international humanitarian law and humanitarian principles, governments and armed groups are constantly putting aid workers at risk. They perpetuate attacks against them or introduce measures that politicise and criminalise humanitarian action and the medical mission. In so doing, they increase the risk of violence and prevent aid professionals from carrying out their fundamental mission: to provide vital assistance and healthcare based solely on the needs of the affected populations.

**Local health and humanitarian workers: the most exposed and least protected**

90% of humanitarian and healthcare workers who fall victim to attacks are local actors. They are on the front line, where needs are greatest, delivering assistance and healthcare in areas that are often inaccessible to international actors. They are the most exposed to the risk of violence, but are often left with few resources. Donors and international partners must support them and ensure that resources are shared to enable them to ensure their own safety.

**Faced with these risks, insufficient funding to ensure safety**

To ensure the safety of their staff, humanitarian organisations must put in place strategies to prevent and respond to risks to their personnel. They must be able to equip themselves with equipment, train their staff and have people dedicated to security management, ensure evacuations from high-risk areas, and provide psychological, financial or legal support to staff who are victims of attacks and to their families. However, organisations are finding it difficult to have these costs financed, and are sometimes forced to choose between ensuring the highest level of security protection for their staff and financing other costs required to implement projects

Quotes

● "With armed conflicts getting bogged down or multiplying, with repeated natural disasters linked to climate disruption, with food insecurity spreading in East Africa in particular, etc., the humanitarian challenges are proving ever greater. Faced with complex crises, humanitarian and healthcare workers are operating in increasingly dangerous environments. Attacks against them jeopardise access to aid for those who need it most, as this aid is often vital. It is essential that their safety is preserved so that they can continue to provide assistance to vulnerable populations".

Jean-Pierre Delomier, Deputy Director of International Operations, Handicap International - Humanity & Inclusion

● "As Director of Operations, the safety of my teams is a daily concern. They need the best possible support to carry out their difficult mission: helping those in need. This is why we are joining forces with ACF and HI on World Humanitarian Day to call on governments, donors and the humanitarian community to continue the efforts of recent years. We have made progress, but there are still major threats to humanitarian workers, especially local ones. We are increasingly concerned that health workers are also being targeted and prevented from providing quality care without hindrance".

Helena RANCHAL, Director of Operations, Médecins du Monde

● “The violence perpetrated against humanitarian and health workers, as well as against civilians, calls for an urgent wake-up call. In view of the extent of the needs, particularly in terms of food security and nutrition, both governments and armed groups must respect their commitments and international law: cease all violence against humanitarian actors, whether national or international, stop politicizing our actions and guarantee humanitarian access. Donors must do more to cover the security costs of our staff".

Frédéric Penard, Managing Director, Action contre la Faim.